

Commission des relations de travail de l'Ontario

EN RELIEF

Rédacteurs : Voy Stelmaszynski, avocat
Leonard Marvy, avocat

Février 2010

Taxe sur les produits et services

À compter du 11 février 2010, la Commission ne percevra plus de TPS sur le droit de dépôt de 200 \$ imposé aux griefs dans l'industrie de la construction (Renvois et Avis d'intention de présenter une défense). Pendant cette période de révision, la taxe demeurera applicable aux droits d'audience.

Résumés de décisions

Sont résumées ci-dessous certaines décisions rendues par la Commission des relations de travail de l'Ontario en janvier dernier. Ces décisions paraîtront dans le numéro de janvier-février des *Reports* de la Commission. Le texte intégral des décisions rendues récemment peut être consulté sur le site Web de l'Institut canadien d'information juridique, à http://www.ijcan.org/index_fr.html.

Normes d'emploi – L'employeur demandait la révision d'une ordonnance de paiement du temps supplémentaire à son ex-chef de cuisine – La Commission constate que l'employé exerçait des fonctions de supervision ou de direction, de sorte qu'il échappait normalement aux dispositions de la Loi sur le temps supplémentaire – La Commission détermine en outre que l'aide dispensée par le chef aux cuisiniers à la chaîne pendant les heures de pointe était sporadique ou exceptionnelle et qui ne lui donnait pas droit au paiement de temps supplémentaire – Cependant, la Commission se penche pour la première fois sur le sens du paragraphe 22 (9) de la Loi, qui porte sur le cas de l'employé dont le temps est consacré à l'exécution du travail de son poste et

en partie à un travail d'un autre genre, et comprend des heures qui le rendraient admissible au paiement de temps supplémentaire – La Commission déclare que le chef a droit au paiement de temps supplémentaire à l'égard des semaines pendant lesquelles il a consacré plus de 50 % de son temps à des tâches autres que celles de supervision ou de direction – Requête admise en partie

GLENDALÉ GOLF AND COUNTRY CLUB, LIMITED; RE MASSIMO SANAGO AND DIRECTOR OF EMPLOYMENT STANDARDS; File No. 3325-08-ES; Dated January 20, 2010; Panel: John D. Lewis (13 pages)

Unité de négociation – Accréditation – Qualité – Cette requête soulevait deux questions : à savoir si l'unité de négociation proposée par le syndicat excluait à tort cinq répartiteurs au triage; secundo, si S et B étaient des employés au moment du scrutin – La Commission relève que l'unité de négociation proposée par le syndicat ne doit pas forcément être la meilleure possible, mais sa composition devait être viable, sans entraîner de problèmes graves sur le plan des relations de travail – Plusieurs points doivent être examinés : au centre de répartition, les répartiteurs allaient être les seuls employés à temps plein à ne pas être représentés; il y avait peu de probabilités qu'un syndicat s'y intéresse; les membres de l'unité de négociation allaient se voir offrir moins d'occasions de travail, car de nombreux répartiteurs étaient choisis parmi les membres de l'unité de négociation; l'une des conditions d'emploi était que les employés membres de l'unité de négociation puissent s'acquitter des fonctions de répartiteur; enfin, le poste de répartiteur était tout indiqué pour un employé ayant des limitations physiques et/ou ayant

besoin de mesures d'adaptation en raison d'un handicap – Selon la Commission, la proposition du syndicat d'exclure les répartiteurs au triage allait aboutir à une fragmentation indue – En ce qui concerne les deux autres employés en cause, la Commission détermine que S, en congé de maternité pour une période de temps limitée et assortie du droit légal de réintégrer son poste, était bien une employée au moment du scrutin; quant à B, absent du lieu de travail et sans salaire depuis près de vingt mois, il ne l'était pas – Le fait que B ait continué à bénéficier des avantages sociaux collectifs et des rabais aux employés ne constitue pas la preuve d'un lien véritable avec le lieu de travail – Les bulletins de vote seront dépouillés conformément à la décision de la Commission

HUDSON'S BAY COMPANY; RE UNITED FOOD AND COMMERCIAL WORKERS INTERNATIONAL UNION (UFCW CANADA); File No. 1459-09-R; Dated: January 6, 2010; Panel: Patrick Kelly (8 pages)

Accréditation – Industrie de la construction – Délai – Étant donné la non-conformité de la remise initiale (par télécopieur) d'une des deux requêtes en accréditation et de la remise subséquente de cette requête par messagerie, l'employeur affirmait que la requête était hors délai – La Commission (comité à composition différente) s'était prononcée sur les délais de remise quelque trois semaines après le fait – Le comité actuel est d'avis que l'employeur était tenu de déposer sa réponse et l'Annexe A dans les deux jours suivant la remise de la requête – La Commission rejette la position de l'employeur voulant que la requête en accréditation ne soit pas « valide » à moins que la Commission n'exerce son pouvoir discrétionnaire de proroger le délai de remise : une fois déposée auprès de la Commission, la requête est par définition valide – Le défaut de l'employeur de fournir une réponse dans les délais a porté préjudice à la capacité du requérant de déterminer si des employés étaient au travail le jour de la requête – Délivrance d'un des certificats : la seconde affaire suit son cours

JAY-DEE CONCRETE FORMING, VANSMIT LTD. O/A; RE LABOURERS' INTERNATIONAL UNION OF NORTH AMERICA, ONTARIO PROVINCIAL DISTRICT COUNCIL; File Nos. 2118-09-R, 2130-09-R; Dated January 29, 2010; Panel: Lee Shouldice (13 pages)

Industrie de la construction – Recours provisoire – Pratiques déloyales de travail – Au cours d'une enquête menée par l'UIJAN sur les affaires et activités du syndicat local 183,

celui-ci s'était plaint que l'UIJAN l'empêchait de remplir ses obligations – La plainte alléguait que l'enquêteur refusait de divulguer les raisons de l'enquête, la source de l'information qui l'avait déclenchée et la date de son achèvement – Selon le syndicat local 183, l'enquêteur était importun et faisait fi de son autonomie en exigeant des quantités considérables de documents originaux, y compris des documents qui portaient atteinte à la vie privée de ses dirigeants, et en ordonnant au syndicat local 183 de réintégrer des employés qui, selon ce dernier, avaient été licenciés à bon droit – La Commission estime qu'elle a la compétence voulue pour rendre des ordonnances provisoires concernant les seules questions de procédure, et que, en ce cas, elle doit être convaincue que l'ordonnance demandée est nécessaire à l'intégrité des processus de la Commission jusqu'au terme de l'audition de la requête principale – Le syndicat local 183 voudrait restreindre la portée des activités de l'UIJAN, sans avoir établi le lien nécessaire entre ces activités et la nécessité de protéger l'intégrité des processus de la Commission – À la différence de la requête déposée en 2004 par le syndicat local 183, que cite la Commission, la présente enquête n'a pas été entamée à la suite du dépôt d'une requête; elle était déjà en cours au moment du dépôt de la requête principale – L'enquête n'a pas été amorcée d'une manière qui aurait constitué une tentative d'ingérence dans les processus de la Commission ou en aurait eu l'effet – La Commission n'est pas convaincue que l'enquête pourrait avoir une incidence importante sur la capacité du syndicat local 183 de s'acquitter de l'obligation de négocier que lui impose la Loi – Requête rejetée

LABOURERS INTERNATIONAL UNION OF NORTH AMERICA, JOSEPH S. MANCINELLI, RONALD A. PINK, Q.C., AND COSMO MANELLA; RE UNIVERSAL WORKERS UNION, LIUNA, LOCAL 183 ON ITS OWN BEHALF AND ON BEHALF OF ITS MEMBERS AND EXECUTIVE BOARD; File Nos. 2388-09-U, 2536-09-M; Dated January 5, 2010; Panel: Charles E. Humphrey (7 pages)

Santé et sécurité – L'employeur contestait le bien-fondé d'un ordre exigeant qu'il veuille à ce que ses travailleurs soient protégés des chutes pendant le déchargement des camions plateaux – L'inspecteur avait pris l'ordre aux termes d'un article du règlement traitant de la manutention des matériaux plutôt que de la protection contre les chutes – La Commission considère que le risque relevé par l'inspecteur n'a rien à voir avec *la nature* du travail exécuté, mais concerne plutôt *l'endroit* d'exécution du travail – La hauteur exigée par l'arrimage des chargements sur les

plates-formes (d'environ 1,5 mètre) est inférieure à la hauteur minimum requise pour l'application des dispositions sur la protection contre les chutes (3 mètres) – Selon la Commission, l'ordre de l'inspecteur impose à l'employeur une norme plus stricte que la norme du règlement dont l'objet est de parer à ce risque – Appel admis; ordre annulé

NATIONAL STEEL CAR; RE UNITED STEEL WORKERS OF AMERICA, LOCAL 7135 AND JOHN PIERROZ, INSPECTOR; File No. 2151-08-HS; Dated January 27, 2010; Panel: Mary Anne McKellar (8 pages)

Normes d'emploi – L'employeur demandait la révision d'une ordonnance de paiement d'une indemnité pour violations présumées des dispositions sur la grosseur de la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi* – L'employée occupait un poste de représentante au service de la clientèle de l'employeur, qui exploite un centre d'appels – À l'époque, les employés travaillaient dans le cadre de campagnes : ils devaient traiter soit des appels entrants (régler des problèmes liés à des achats déjà faits par des clients), soit des appels sortants (offrir des produits à des clients actuels ou éventuels) – Les antécédents professionnels de l'employée montrent que, avant son dernier congé, elle travaillait quasi exclusivement du côté des appels entrants de l'exploitation – À son retour de congé, l'employeur concluait deux campagnes d'appels entrants, et il avait affecté l'employée aux appels sortants – Après plusieurs mois dans ses nouvelles fonctions, on avait constaté que le rendement de l'employée était moindre que celui de ses collègues, et elle avait été licenciée – L'employeur admet que l'employée avait droit à une indemnité de licenciement et de cessation d'emploi, mais il conteste le montant de l'indemnité fixé par l'ordonnance – La Commission détermine que les postes respectifs de préposé aux appels entrants et de préposé aux appels sortants n'étaient pas comparables en nature et en qualité, et que, avant son congé, l'employée occupait un poste de préposée aux appels entrants – À son retour, il n'y avait pas de poste de préposé aux appels entrants auquel elle aurait pu être affectée – La Commission juge que le poste de préposé aux appels sortants est suffisamment comparable au poste de préposé aux appels entrants pour satisfaire à l'obligation de l'employeur de réintégrer l'employée après son congé – L'ordonnance est modifiée en conséquence; l'indemnité de licenciement et de cessation d'emploi est exigible

TRG CUSTOMER SOLUTIONS INC.; RE AIMERANCE KABONGO AND DIRECTOR OF EMPLOYMENTS STANDARDS; File No. 1025-

07-ES; Dated January 21, 2010; Panel: Patrick Kelly (9 pages)

Les décisions énumérées dans le présent bulletin seront publiées dans les *Reports* de la Commission des relations de travail de l'Ontario. On peut consulter la version préliminaire des *Reports* à la Bibliothèque des tribunaux du travail de l'Ontario, 7^e étage, 505, avenue University, à Toronto.

Procédures en instance

Intitulé et n° du dossier de la Cour	N° du dossier de la Commission	Stade de traitement de l'affaire
Brant Haldimand-Norfolk Catholic S.B. v. Pay Equity Hearings Tribunal Divisional Court No. 30/10	0559-08-PE	En cours
Windsor Star v. Pay Equity Hearings Tribunal Divisional Court No. 29/10	2875-08-PE 3035-08-PE	En cours
Christopher Henderson (Proteus Craftworks) v. Director of Employment Standards et al Divisional Court No. 02/10	1953-07-ES	En cours
K.A.S. Group of Companies v. Metro Waste Paper Recovery Divisional Court No. 611/09	0723-08-R 1037-08-R	En cours
Reliable Painters & Decorators Divisional Court No. 620/09	1443-09-R	En cours
Riverside Mart & Service v. Bilal Jebahi Divisional Court No. 09-DC-1566 Ottawa	1598-09-ES	En cours
Lennox Drum Limited v. Joseph Ah-hone Divisional Court No. 465/09	0657-08-HS	En cours
Pro Pipe Construction v. Norfab Metal and Machine Divisional Court No. 408/09	2574-04-R	En cours
IBEW v. Ellis Don Divisional Court No. 437/09	2836-08-G	En cours
Blue Mountain Resorts v. Ontario Ministry of Labour Divisional Court No. 373/09	1048-07-HS 0255-08-HS	En cours
Julie Desgrosseillers v. North Bay General Hospital Divisional Court No. DV-830-09 SUDBURY	0827-08-U	En cours
Robert McLaughlin v. Graphite Specialty Products, et al Divisional Court No. 09/191 LONDON	2221-07-OH	En cours
Rainbow Concrete v. International Union of Operating Engineers Divisional Court No. 332/09	0116-06-R	28 janvier 2010
Roy Murad v. Les Aliments Mia Foods Divisional Court No. 291/09	1999-07-ES	En cours
Greater Essex County District School Board v. IBEW, Local 773 et al Divisional Court No. 212/09	1776-04-R et al	En cours
Donald Amodeo v. Ontario Ministry of Labour Divisional Court No. 147/09	2837-07-U 2839-07-OH	15 mars 2010
Dr. Peter A. Khaite v. OLRB et al Divisional Court No. 79/09	0290-08-U; 0338-08-U	Rejetée - 8 juillet 2009; requête en autorisation d'en appeler à la C. A.
Dr. Peter A. Khaite v. OLRB et al Divisional Court No. 431/08	4045-06-U et al	En cours
Comfort Hospitality Inc. o/a Days Inn v. Director Employment Standards et al Divisional Court No. 344/08	2573-07-ES	En cours
L.I.U.N.A. v. Barclay Construction et al Divisional Court No. 310/08	0837-06-R	En cours

Intitulé et n° du dossier de la Cour	N° du dossier de la Commission	Stade de traitement de l'affaire
Janet Kitson v. OLRB et al Divisional Court No. 492/06	4205-02-U	En cours